

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COGNAC FERRAND

Lieu-dit Bonbonnet
16130 Ars

Références : 2026 605 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007206917

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement COGNAC FERRAND implanté Lieu-dit Bonbonnet 16130 Ars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGNAC FERRAND
- Chateau Bonbonnet 16130 Ars
- Code AIOT : 0007206917
- Régime : Enregistrement

L'établissement produit du gin. Il est organisé autour des bâtiments principaux suivants :

- une distillerie de 9 alambics fonctionnant à la vapeur, d'une capacité de charge totale de 240 hl (rubrique 2250 - régime E) ;
- trois chais de fabrication ou stockage d'alcools (gin, cognac, rhum) totalisant une capacité de stockage de 499 m³ (rubrique 4755-2 - régime DC) ;
- une chaudière vapeur de 2,44 MW (rubrique 2910-A - régime DC).

Ces installations sont enregistrées par arrêté préfectoral du 3 octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Augmentation de la capacité de stockage du chai de vieillissement	Code de l'environnement, article R. 512-54-II.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
9	Interrupteur général des chais	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Gestion du bassin de rétention des écoulements accidentels	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5	/	Demande d'action corrective	1 mois
11	Gestion des résidus de fabrication	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 57	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Présence de maisons dans l'enceinte de l'établissement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
3	Aire de dépotage d'alcool	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Avec suites, Demande d'action corrective
5	Dispositifs de désenfumage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
7	Résistance au feu - Aménagement de prescription	Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.1.2.1.	Avec suites, Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.2.1.	Avec suites, Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par rapport aux constats de la précédente inspection, datant de 2023, l'exploitant a globalement mené les actions correctives attendues, même si quelques points appellent des compléments (plan des réseaux, registre déchets et suivi des prélèvements d'eau).

Cependant, lors de cette nouvelle inspection, il est apparu :

- d'une part, que l'exploitant manque de transparence sur la gestion des déchets générés par son procédé de fabrication ;
- d'autre part, que la capacité de stockage d'un des chais a été augmentée sans être portée à la connaissance du préfet alors que la capacité totale de stockage d'alcools du site est déclarée à 499 m³, juste en dessous du seuil du régime de l'autorisation de la rubrique 4755-2, fixé à 500 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Augmentation de la capacité de stockage du chai de vieillissement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-54-II.
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le dossier d'enregistrement de l'exploitant (Version du 13/11/2020), les capacités de stockage d'eaux-de-vie du site, déclarées pour un total de 499 m³ au titre de la rubrique 4755-2, sont réparties ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chai de vieillissement : 50 m³ ; • Chai Citadelle : 60 m³ ; • Chai de distillation : 389 m³. <p>Lors de la visite d'inspection, l'état des stocks présenté par l'exploitant est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chai de vieillissement : 106 m³ ; • Chai Citadelle : 39 m³ ; • Chai de distillation : 178 m³. <p>Soit un état des stocks total de 323 m³.</p> <p>L'augmentation de la capacité de stockage du chai de vieillissement n'a pas été portée à la connaissance du préfet.</p>

Par ailleurs, cette augmentation de capacité est susceptible d'entraîner le dépassement du seuil du régime d'autorisation de la rubrique 4755-2, fixé à 500 m³. En effet, la "quantité susceptible d'être présente" (QSP) à prendre en compte est définie au 1 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2008 comme la "

".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, pour chacun des 3 chais, la liste de l'ensemble des récipients susceptible de contenir, en permanence ou temporairement, de l'alcool de bouche de TAV > 40 % vol. avec leurs capacités en m³.

Si la QSP totale est supérieure à 500 m³, l'exploitant devra régulariser sa situation :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- soit en réduisant sa QSP totale pour la maintenir en dessous du seuil des 500 m³ ; dans ce cas, l'exploitant devra porter à la connaissance du préfet, par télédéclaration, les modifications alors apportées en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4

Thème(s) : Autre, Dossier ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne.

(...)

L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation.

(...)

Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :

- (...);

- le plan général des stockages (cf. article 11);

- (...);

- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 20);

- (...);

- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 33);

- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 35);

<p>- (...);</p> <p>- (...);</p> <p>- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 59);</p> <p>- (...).</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter rapidement les éléments suivants, enregistrés dans des répertoires numériques dédiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • copie du dossier d'enregistrement, • arrêté préfectoral d'enregistrement, • plan général (stockages et réseaux), • rapport de vérification des installations électriques. <p>L'exploitant ne dispose cependant pas de registre de suivi des quantités d'eau prélevées ni de registre de suivi des déchets produits et expédiés (seuls les déchets dangereux sont suivis via le service numérique ministériel Trackdéchets).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant doit établir et tenir à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ un registre des quantités d'eau prélevées sur le réseau d'adduction d'eau potable (cf. article 33 de l'AMPG du 14/01/2011); ◦ un registre des déchets non dangereux sortants du site (cf. article 2 de l'AM du 31/05/2021).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Aire de dépotage d'alcool

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents de 2023</u></p> <p>Lors de la visite, des travaux étaient en cours pour créer une aire de dépotage des camions-citerne d'alcool à proximité du bâtiment de la distillerie. En l'état, lors de la visite, la zone de dépotage était constituée de terre recouverte de graviers, donc non étanche.</p> <p>Les travaux de connexion entre cette zone et le bassin de rétention déportée sont, en revanche, terminés.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>Les travaux d'aménagement de l'aire de dépotage des eaux-de-vie sont terminés. Le sol de l'aire est désormais étanche.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 35</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan des réseaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents de 2023</u></p> <p>Le plan des réseaux des effluents aqueux n'a pu être présenté par l'exploitant.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'exploitant a présenté le plan général de son site sur lequel figurent les tracés des canalisations de collecte des écoulements accidentel et les regards siphoniques d'une part et des eaux de refroidissement d'autre part).</p> <p>Cependant, ce plan ne fait pas apparaître les réseaux de collecte d'autres effluents (eaux résiduelles de production, eaux de lavage, eaux usées domestiques, eaux pluviales, etc.) ni les autres informations associées requises (secteurs collectés, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit faire réaliser un plan spécifique faisant apparaître tous les réseaux de collecte de tous les types d'effluents générés sur son site, avec toutes les informations réglementaires requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Local distillation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>(...)</p> <p>Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>(...)</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>(...)</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version octobre 2003 ou version ultérieure) présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>- (...)</p>
Constats : <p><u>Constats précédents de 2023</u></p> <p>Selon les éléments figurant dans le dossier d'enregistrement et le compte rendu des travaux, la surface utile d'ouverture des DENFC de la distillerie respecte les 2 % minimum de la surface au sol. L'ouverture est assurée soit par commande manuelle (pneumatique) soit de façon automatique sur détection incendie (fusible thermique).</p> <p>Selon l'exploitant l'installation des dispositifs a été réalisée selon la norme NF EN 12 101-2, sans toutefois en apporter le justificatif.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que tous les dispositifs DENFC sont implantés sur la partie Ouest de la toiture du bâtiment de distillation (...). Cette implantation diffère de celle prévue (...). La conformité de cette nouvelle implantation par rapport à la prescription relative à une répartition équilibrée des DENFC n'a pas été présentée (...).</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>D'après les factures et la documentation technique transmises par l'exploitant suite à l'inspection précédente, et les exutoires ont été installés en référence à la norme NF EN 12 101-2.</p> <p>Concernant la répartition des exutoires dans le local de distillation, en tenant compte de la présence d'arches sous toiture créant 3 cantons de désenfumage, l'inspection considère que la règle de répartition vis-à-vis du critère de " " est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
Constats : <p>La dernière vérification des installations électriques a eu lieu en octobre 2025. Le rapport présenté fait état de 12 observations, dont 5 récurrentes.</p> <p>L'exploitant déclare avoir recruté un technicien qualifié afin de réaliser les actions correctives nécessaires en interne et plus rapidement. Un fichier de maintenance montrant que les observations du rapport de vérification sont suivies a été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Résistance au feu - Aménagement de prescription

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.1.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe-feu : dépassement en toiture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>2.1.2.1 Acrotères</p> <p>En lieu et place des dispositions du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé, les acrotères (dépassement d'au moins 1 mètre entre les toitures de la distillerie et d'autres bâtiment contigus), sont remplacés par :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mise en place d'un isolant coupe-feu de degré 2 heures sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre des murs de refend des bâtiments contigus à la distillerie conformément au schéma présenté dans le complément de dossier du 10 décembre 2021 ;• les voliges des charpentes des bâtiments contigus sont réduites et adaptées pour éviter toute continuité entre les toitures.
Constats : <p><u>Constats précédents de 2023</u></p> <p>(...) un isolant thermique a été mis en place par flocage sous toiture du local distillateur au niveau du mur mitoyen avec le chai. Toutefois la facture présentée ne précise pas le degré coupe-feu obtenu à l'issue des travaux.</p>

<p>En revanche, de part et d'autre du mur mitoyen entre la distillerie et le chai, aucun isolant thermique n'était en place. (...)</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'isolant thermique a été mis en place de part et d'autre du mur mitoyen entre la distillerie et le chai sur une largeur d'au moins 2 m. L'exploitant a présenté la facture et la documentation technique montrant que l'épaisseur mise en œuvre (69 mm) permet d'atteindre la résistance au feu requise (R120 : 34 mm minimum).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un ensemble de réserves incendie propres à l'établissement correspondant à un volume total d'au moins 960 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents de 2023</u></p> <p>(...) l'exploitant a prévu dans son dossier de demande d'enregistrement la construction d'une réserve d'eau incendie de 560 m³ à implanter au Sud-Est du site (...). Lors de la visite, la construction de cette réserve n'était pas achevée, seul le fond de forme était réalisé. Par ailleurs, le design du bassin a été modifié par rapport à la description (forme rectangulaire) figurant dans le dossier : une forme elliptique a été retenue pour la construction du bassin, dont les dimensions n'ont pu être présentées par l'exploitant. (...)</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'aménagement du bassin d'eau incendie de 560 m³ minimum est terminé et celui-ci est rempli. L'accès au bassin et l'aire de stationnement sont aménagés (calcaire compacté). Les éléments transmis par l'exploitant suite à l'inspection précédente permettent de justifier que les dimensions du bassin sont suffisantes pour atteindre le volume d'eau minimum requis.</p> <p>N.B. : le volume d'eau de 400 m³ complémentaire requis est constitué par le bassin d'eau de refroidissement situé au Nord-Est de l'établissement et identifié par le SDIS sous le n°16018005.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Interrupteur général des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité
Prescription contrôlée : (...) Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité (...)
Constats : Le chai de vieillissement et le chai Citadelle ne sont pas équipés d'un interrupteur général installé à l'extérieur du chai.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit installer un interrupteur général à l'extérieur de chacun des chais, "vieillissement" et "Citadelle", respectant les diverses conditions spécifiques (bien signalé, protégé des intempéries, à proximité d'une issue, voyant lumineux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Gestion du bassin de rétention des écoulements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">• (...),• les instructions de maintenance et de nettoyage,• (...).
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que le bassin de rétention était rempli d'eaux usées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">○ vider le bassin de rétention des eaux usées s'y trouvant ;○ transmettre à l'inspection les éléments de caractérisation de ces eaux usées (nature, origine, analyses) et les éléments justifiant qu'elles sont expédiées vers une installation

<p>de traitement autorisée à les recevoir ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ mettre en place une organisation et des consignes afin de s'assurer que la capacité du bassin de rétention reste disponible. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les instructions de maintenance du bassin de rétention ainsi établies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Gestion des résidus de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont aptes à cet effet et peut prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'eaux usées dans le bassin à marc. L'exploitant n'a pas pu expliquer la nature et l'origine de ces effluents, ni leur mode d'élimination. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les différents types de déchets générés par son procédé de fabrication, ni les quantités générées, ni les modes d'élimination.</p> <p>Il a expliqué en début de séance que la production de gin ne génère pas de vinasses et que le bassin "à marc" a été aménagé en vue du jour où la distillerie pourrait être utilisée pour la production d'eau-de-vie de Cognac (alambics chauffés à la vapeur).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ un schéma complet et détaillé de son procédé de fabrication indiquant les types de déchets générés à chaque étape, incluant les eaux de lavage ; ◦ les éléments de caractérisation des eaux usées constatées dans le bassin à marc et dans le bassin de rétention (nature, origine, analyses sur les paramètres physico-chimiques adéquats) ; ◦ les éléments justifiant que ces eaux sont expédiées vers une installation de traitement autorisée à les recevoir (certificat d'acceptation préalable, bons de livraisons, factures, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Présence de maisons dans l'enceinte de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8
Thème(s) : Autre, Surveillance des installations
Prescription contrôlée : (...) Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'une maison d'habitation dans l'enceinte de l'établissement, à l'angle Nord-Ouest.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">◦ de lui préciser la vocation et l'usage qui est fait de cette maison, ainsi que la qualité de ses occupants ;◦ de lui transmettre les éléments justifiant que les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois